

**RAPPORT
DE LA COMMISSION
DES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS
sur les travaux de sa neuvième session**

5-16 mai 1986

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8 (A/41/8)



NATIONS UNIES

**RAPPORT
DE LA COMMISSION
DES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS
sur les travaux de sa neuvième session**

5-16 mai 1986

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8 (A/41/8)



NATIONS UNIES

New York, 1986

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	1
II. ORGANISATION DE LA SESSION	5 - 23	2
A. Ouverture de la session	5 - 6	2
B. Participation	7 - 16	2
C. Election du Bureau	17	4
D. Vérification des pouvoirs	18 - 19	4
E. Adoption de l'ordre du jour	20	4
F. Organisation des travaux	21 - 22	5
G. Adoption du rapport	23	5
III. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DIXIEME SESSION DE LA COMMISSION ET AUTRES DISPOSITIONS A PRENDRE EN VUE DE CETTE SESSION	24 - 25	6
IV. CLOTURE DE LA SESSION	26 - 29	7

ANNEXES

I. RESOLUTIONS ET DECISION ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA NEUVIEME SESSION	8
A. Résolutions	10
B. Décision	32
II. LISTE DES DOCUMENTS DONT LA COMMISSION EST SAISIE	33
III. PRESENTATIONS AUDIO-VISUELLES	37
IV. MESSAGE ADRESSE PAR LE SECRETAIRE GENERAL A LA NEUVIEME SESSION DE LA COMMISSION DES ETABLISSEMENTS HUMAINS	39
V. RESUME DES DECLARATIONS	41
A. Déclaration de M. Bruce Golding, président de la Commission des établissements humains à sa huitième session	41
B. Discours inaugural de M. Turgut Ozal, premier ministre de la Turquie	41

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
C. Discours de bienvenue de M. I. Safa Giray, ministre turc des travaux publics et des établissements humains	41
D. Discours de M. Ranasinghe Premadasa, premier ministre de Sri Lanka	42
E. Discours du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) sur l'ordre du jour de la prochaine décennie	42
F. Déclaration du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement	43

I. INTRODUCTION

1. La Commission des établissements humains a été créée aux termes de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale, adoptée le 19 décembre 1977.
2. Le rapport de la Commission sur les travaux de sa neuvième session est présenté à l'Assemblée générale en application du paragraphe 6 de la section II de la résolution 32/162.
3. La Commission compte 58 membres, élus pour un mandat de trois ans sur la base suivante : 16 sièges pour les Etats d'Afrique, 13 pour les Etats d'Asie, 6 pour les Etats d'Europe orientale, 10 pour les Etats d'Amérique latine et 13 pour les Etats d'Europe occidentale et autres Etats. Elle se compose actuellement des Etats suivants :

Allemagne, République fédérale, d'***	Haïti*	Panama***
Bangladesh**	Honduras*	Pays-Bas***
Bolivie***	Hongrie**	Philippines*
Botswana**	Inde**	Pologne***
Bulgarie*	Indonésie***	République centrafricaine*
Burundi**	Iraq*	République démocratique allemande**
Canada*	Italie***	République dominicaine***
Chili**	Jamaïque**	République socialiste soviétique d'Ukraine**
Chypre**	Japon*	République-Unie de Tanzanie*
Congo***	Jordanie**	Rwanda*
Danemark**	Kenya**	Sri Lanka**
Espagne*	Lesotho**	Suède***
Etats-Unis d'Amérique*	Malaisie***	Swaziland***
Finlande*	Malawi***	Tunisie**
France***	Maroc***	Turquie*
Gabon*	Mexique**	Union des Républiques socialistes soviétiques*
Ghana*	Nicaragua*	Venezuela*
Grèce**	Nigéria***	
Guinée*	Norvège*	
	Pakistan*	

Il y a actuellement deux sièges vacants.

* Mandat expirant le 31 décembre 1986.

** Mandat expirant le 31 décembre 1987.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1988.

4. Sur l'invitation du Gouvernement turc et conformément à la section I de la résolution 31/140 adoptée par l'Assemblée générale le 17 décembre 1976, la Commission des établissements humains a tenu sa neuvième session à Istanbul, du 5 au 16 mai 1986.

II. ORGANISATION DE LA SESSION

A. Ouverture de la session

5. La session a été ouverte par le Président de la Commission à sa huitième session, M. Bruce Golding. On trouvera le résumé de sa déclaration à l'annexe V A).

6. Le discours liminaire a été prononcé par le premier ministre turc, M. Turgut Ozal. Le résumé de son allocution figure à l'annexe V B). Le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a donné lecture d'un message du Secrétaire général dont le texte est reproduit à l'annexe IV. M. S. Giray, ministre des travaux publics et des établissements humains de la Turquie, a prononcé une allocution de bienvenue au nom du pays hôte. Un résumé de sa déclaration figure à l'annexe V C). Le premier ministre de Sri Lanka, M. Ranasinghe Premadasa, a prononcé une allocution. Un résumé de son allocution figure à l'annexe V D). Le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a fait une déclaration sur les questions à mettre à l'ordre du jour de la prochaine décennie. Un résumé de sa déclaration figure à l'annexe V E). Comme suite à la résolution 32/162 de l'Assemblée générale, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement a fait une déclaration dont on trouvera le résumé à l'annexe V F).

B. Participation

7. Etaient représentés à la session les Etats membres suivants de la Commission :

Allemagne, République fédérale, d'	Inde	Pologne
Bangladesh	Indonésie	République démocratique allemande
Botswana	Iraq	République socialiste soviétique d'Ukraine
Bulgarie	Italie	République-Unie de Tanzanie
Burundi	Jamaïque	Rwanda
Canada	Japon	Sri Lanka
Chili	Jordanie	Suède
Chypre	Kenya	Swaziland
Danemark	Lesotho	Tunisie
Etats-Unis d'Amérique	Malaisie	Turquie
Finlande	Malawi	Union des Républiques socialistes soviétiques
France	Maroc	Venezuela
Gabon	Mexique	
Grèce	Nigéria	
Haïti	Norvège	
Hongrie	Pakistan	
	Pays-Bas	

8. Les Etats ci-après, qui ne sont pas membres de la Commission, ont participé à la session en qualité d'observateurs :

Arabie saoudite	Emirats arabes unis	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Argentine	Iran (République islamique d')	Sierra Leone
Australie	Israël	Soudan
Autriche	Liban	Suisse
Belgique	Luxembourg	Suriname
Burundi	Ouganda	Tchécoslovaquie
Brésil	Qatar	Yémen
Brunéi Darussalam	République arabe syrienne	Zambie
Cameroun	République de Corée	Zimbabwe
Chine	Roumanie	
Egypte		

9. Le Saint-Siège était représenté par un observateur.

10. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies était représenté par les organes ci-après :

Centre des Nations Unies pour le développement régional
Commission économique pour l'Europe
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Commission économique pour l'Afrique
Département de l'information

11. Etaient représentés les organismes des Nations Unies ci-après :

Programme des Nations Unies pour l'environnement
Programme des Nations Unies pour le développement
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population

12. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie était représenté.

13. Etaient représentées les institutions spécialisées ci-après :

Organisation internationale du Travail
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation mondiale de la santé
Banque mondiale

14. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées :

Banque africaine de développement
Communauté économique européenne
Ligue des Etats arabes
Organisation de coopération et de développement économiques
Shelter-Afrique

15. L'African National Congress, l'Organisation de libération de la Palestine et le Pan Africanist Congress of Azania étaient également représentés.

16. En outre, 13 organisations non gouvernementales étaient représentées par des observateurs.

C. Election du Bureau

17. A la lère séance plénière, le 5 mai, M. Z. Safa Giray, ministre des travaux publics et de l'habitat de la Turquie, a été élu président. Les autres membres suivants du Bureau ont été élus :

Vice-présidents : M. K. Matiba (Kenya)
M. A. Lupina (Pologne)
M. A. M. Choudhury (Bangladesh)

Rapporteur M. P. Oyarce (Chili)

D. Vérification des pouvoirs

18. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 11 du règlement intérieur de la Commission, le Bureau a examiné les pouvoirs des délégations et fait rapport à ce sujet à la Commission.

19. Conformément à l'article susmentionné, le Bureau a fait savoir à la Commission à sa 9ème séance plénière, le 16 mai, qu'il avait examiné les pouvoirs présentés par les délégations participant à la neuvième session de la Commission et avait trouvé ces pouvoirs en bonne et due forme. La Commission a approuvé à cette même séance le rapport du Bureau concernant les pouvoirs.

E. Adoption de l'ordre du jour

20. A sa lère séance plénière, le 5 mai, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire de la neuvième session, publié sous la cote HS/C/9/1, à savoir :

1. Election des membres du Bureau.
2. Vérification des pouvoirs.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Activités du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) :
 - a) Rapport intérimaire du Directeur exécutif;
 - b) Coopération entre le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.
5. Rôle de la participation communautaire dans les activités relatives aux établissements humains.
6. Production à petite échelle de matériaux de construction.
7. Année internationale du logement des sans-abri.
8. a) Rapport sur l'assistance financière et autres fournie aux pays en développement et entre pays en développement dans le domaine des établissements humains et sur les activités des Nations Unies relatives aux établissements humains;

- b) Rapport intérimaire sur l'application des recommandations concernant les mesures à prendre à l'échelon national adoptée par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains.
9. Questions découlant des décisions des principaux organes délibérants de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes intergouvernementaux et portées à l'attention de la Commission.
10. Questions diverses.
11. Ordre du jour provisoire de la dixième session de la Commission et autres dispositions à prendre en vue de cette session.
12. Adoption du rapport de la Commission.

F. Organisation des travaux

21. A sa lère séance plénière, le 5 mai, la Commission a créé deux comités de session pléniers auxquels elle a renvoyé l'examen des points de l'ordre du jour en les répartissant comme suit :

Comité I : points 5 et 6 de l'ordre du jour;

Comité II : points 7 et 8 de l'ordre du jour et les questions relevant du point 8 relatives à l'analyse interorganisations des programmes.

22. Le Comité I a tenu 13 séances du 6 au 16 mai, et le Comité II a tenu 8 séances du 8 au 16 mai. Les recommandations des deux comités ont été incorporées dans le présent rapport.

G. Adoption du rapport

23. Le présent rapport a été adopté par la Commission à sa 9ème séance plénière, le 16 mai 1986.

**III. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DIXIEME SESSION DE LA COMMISSION
ET AUTRES DISPOSITIONS A PRENDRE EN VUE DE CETTE SESSION**

24. A sa 9ème séance plénière, le 16 mai, la Commission a décidé que sa dixième session se tiendrait du 6 au 16 avril 1987 à l'Office des Nations Unies à Gigiri, Nairobi (Kenya).

25. A la même séance, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire ci-après pour sa dixième session :

1. Election des membres du Bureau.
2. Vérification des pouvoirs.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Nouvel ordre du jour pour les établissements humains : examen des perspectives des principales tendances en matière d'établissements humains jusqu'à l'an 2000, des mesures à prendre à l'échelon national et de la coopération internationale dans le domaine des établissements humains.
5. Année internationale du logement des sans-abri.
6. Activités du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) : rapport intérimaire du Directeur exécutif.
7. Programme de travail du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) pour l'exercice biennal 1988-1989.
8. Préparation du plan à moyen terme pour la période 1990-1995.
9. Projet de budget de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains pour l'exercice biennal 1988-1989.
10. Questions de coordination :
 - a) Coopération entre le CNUEH (Habitat) et le PNUE;
 - b) Coopération avec les institutions et organismes des Nations Unies;
 - c) Questions découlant des décisions des principaux organes délibérants de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes intergouvernementaux et portées à l'attention de la Commission.
11. Thèmes à examiner aux sessions ultérieures de la Commission.
12. Questions diverses.
13. Ordre du jour provisoire de la onzième session de la Commission et autres dispositions à prendre en vue de cette session.
14. Adoption du rapport de la Commission.
15. Clôture des travaux.

IV. CLOTURE DE LA SESSION

26. Dans ses remarques finales, le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a félicité les représentants de l'efficacité avec laquelle ils avaient traité les questions de fond de la session - documents thématiques et rapport intérimaire de l'Année internationale du logement des sans-abri. Cette approche sérieuse, il en était convaincu, était le gage d'un travail solide à la dixième session, qui serait très chargée. Il faudrait notamment tracer les perspectives à long terme dans le domaine des établissements humains pour guider les programmes à venir et les délégations étaient vivement engagées à présenter d'avance leurs idées, de sorte que le secrétariat puisse délimiter le cadre du débat. Le Directeur exécutif a attiré l'attention sur les problèmes budgétaires du Centre et fait appel au soutien des donateurs pour que le programme de travail que la Commission avait approuvé soit intégralement préservé. Il a enfin exprimé son appréciation et sa gratitude au Gouvernement et au peuple turcs pour l'excellence des dispositions prises à l'occasion de la session.

27. Dans leurs discours de clôture, les représentants des groupes régionaux ont remercié le Gouvernement et le peuple turcs de l'hospitalité qu'ils avaient offerte à tous les participants et des excellents services d'appui fournis à la Commission à sa neuvième session.

28. Dans ses remarques finales, le Président a remercié les membres du Bureau, les présidents des groupes régionaux et tous les représentants de la part qu'ils avaient prise à la réussite des travaux de la neuvième session de la Commission.

29. Le Président a ensuite déclaré close la neuvième session de la Commission des établissements humains.

Annexe I

RESOLUTIONS ET DECISION ADOPTEES PAR LA COMMISSION
A SA NEUVIEME SESSION

		<u>Date d'adoption</u>	<u>Pages</u>
<u>A. Résolutions</u>			
<u>1. Résolutions appelant une décision de l'Assemblée générale</u>			
9/1	Dixième session de la Commission des établissements humains	16 mai 1986	10
9/2	Année internationale du logement des sans-abri	16 mai 1986	11
<u>2. Autres résolutions</u>			
9/3	Coopération régionale en matière d'établissements humains et de logement en Amérique latine et dans les Caraïbes	16 mai 1986	14
9/4	Création d'un centre régional de formation aux activités dans le domaine des établissements humains	16 mai 1986	15
9/5	Activités du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) entre les sessions de la Commission des établissements humains	16 mai 1986	16
9/6	Assistance au peuple namibien		16
9/7	Assistance aux victimes de l' <u>apartheid</u> et du colonialisme en Afrique australe	16 mai 1986	17
9/8	Rôle de la participation communautaire dans les activités relatives aux établissements humains	16 mai 1986	19
9/9	Participation des femmes à la solution des problèmes des établissements humains	16 mai 1986	21
9/10	Production à petite échelle de matériaux de construction	16 mai 1986	22
9/11	Activités se rapportant à l'Année internationale du logement des sans-abri dans les territoires occupés de Palestine	16 mai 1986	24
9/12	Année internationale du logement des sans-abri : directives en vue d'une approche sélective	16 mai 1986	25
9/13	Rapports entre les objectifs et les activités de l'Année internationale de la paix et ceux de l'Année internationale du logement des sans-abri	16 mai 1986	26

		<u>Date d'adoption</u>	<u>Pages</u>
9/14	Examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles pour le développement	16 mai 1986	28
9/15	Analyse interorganisations des programmes	16 mai 1986	30
9/16	Lieux des sessions de la Commission des établissements humains	16 mai 1986	31
B. <u>Décision</u>			
9/17	Expositions de photographies et de documents à l'occasion de l'Année internationale du logement des sans-abri	16 mai 1986	32

A. Résolutions

1. Résolutions appelant une décision de l'Assemblée générale

9/1. Dixième session de la Commission des établissements humains

La Commission des établissements humains,

Considérant que sa session de 1987, qui marquera le dixième anniversaire de la création de la Commission et de son secrétariat, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), et coïncidera avec la célébration de l'Année internationale du logement des sans-abri proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/221 du 20 décembre 1982, constituera pour la communauté internationale une occasion unique de réaffirmer son attachement à l'objectif du logement pour tous,

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 32/162 du 19 décembre 1977, dans laquelle elle a arrêté des arrangements institutionnels pour la coopération internationale dans le domaine des établissements humains, notamment en créant la Commission des établissements humains et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), afin de fournir un point de convergence institutionnel pour les activités des organismes des Nations Unies dans ce domaine, conformément à la recommandation formulée par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, tenue à Vancouver (Canada), du 31 mai au 11 juin 1976 a/,

Notant avec la plus grande préoccupation qu'en dépit des progrès qui ont été accomplis dans ce domaine au cours des dix dernières années, les conditions de vie de la majorité de la population des taudis et des colonies de squatters des zones urbaines et rurales, en particulier dans les pays en développement, continuent néanmoins de se dégrader tant en termes relatifs que dans l'absolu,

Rappelant l'initiative importante que les Etats Membres ont prise pour renverser cette tendance négative en adoptant la résolution 37/221 du 20 décembre 1982, où l'Assemblée proclamait l'année 1987 Année internationale du logement des sans-abri dans le but d'obtenir de la communauté internationale qu'elle réaffirme sa volonté politique de s'attacher à améliorer les logements et les quartiers où vivent les pauvres et les personnes défavorisées,

Prenant note avec satisfaction du fait que plus de 130 pays ont adopté une attitude positive à l'égard de l'année internationale du logement des sans-abri en créant des organes nationaux de liaison pour l'Année et que plus de 360 projets destinés à améliorer les logements et les quartiers où vivent les pauvres et les personnes désavantagées ont été officiellement retenus dans le monde entier pour être exécutés dans le cadre de l'Année,

a/ Voir Rapport d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Vancouver, 31 mai-11 juin 1976 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.7), chap. II et III.

Rappelant que, dans sa résolution 37/221, elle a désigné la Commission des établissements humains, dans le cadre de ses sessions ordinaires, pour faire fonction d'organe intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies responsable de l'organisation de l'Année internationale du logement des sans-abri, et notant que 1987 marquera non seulement la célébration de l'Année, mais aussi le dixième anniversaire de la Commission,

Convaincue que la dixième session de la Commission, qui marquera le dixième anniversaire de sa création et coïncidera avec l'Année internationale du logement des sans-abri, vient dont à point nommé et constituera pour la communauté internationale une occasion unique d'évaluer les résultats des efforts accomplis au cours des dix dernières années, y compris les résultats de nombreux programmes et projets qui ont été retenus dans le monde comme projets pilotes pour l'Année et, sur la base de cette évaluation, de définir pour les politiques et les stratégies nationales de nouvelles orientations et de nouveaux modes d'action qui permettront de se rapprocher de l'objectif du logement pour tous d'ici à l'an 2000,

Reconnaissant que la participation de tous les Etats à la session commémorative de la Commission donnera beaucoup plus de poids aux délibérations et aux conclusions de cette session et accroîtra beaucoup leur utilité,

1. Lance un appel à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, y compris l'Agence internationale de l'énergie atomique, pour qu'ils participent au niveau le plus élevé possible à la dixième session de la Commission commémorant son dixième anniversaire, afin de souligner la portée de cette session et l'importance capitale du programme de l'Année internationale du logement des sans-abri;

2. Décide que, pendant la dixième session (commémorative), aucune distinction ne sera faite dans l'application du règlement intérieur entre les Etats membres de la Commission et les autres Etats participants et, à cette fin, suspend l'application de l'article 56 du règlement intérieur de la Commission pour la durée de la session."

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/2. Année internationale du logement des sans-abri

La Commission des établissements humains,

Ayant présente à l'esprit la résolution 37/221 de l'Assemblée générale, datée du 20 décembre 1982, par laquelle l'Assemblée a proclamé l'année 1987 Année internationale du logement des sans-abri et désigné la Commission des établissements humains pour faire fonction d'organe intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies responsable de l'organisation de l'Année,

Rappelant ses résolutions 6/1 du 5 mai 1983, 7/1 du 10 mai 1984 et 8/2 du 10 mai 1985 et la résolution de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique relatives à l'Année internationale du logement des sans-abri b/,

Reconnaissant qu'il est nécessaire que tous les pays participent au maximum au programme d'activités de l'Année internationale du logement des sans-abri, si l'on veut atteindre les objectifs de l'Année,

1. Recommande à l'Assemblée générale d'adopter à sa quarante et unième session le projet de résolution ci-après :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 37/221 du 20 décembre 1982, dans laquelle elle a proclamé l'année 1987 Année internationale du logement des sans-abri,

Notant avec satisfaction que plus de 130 pays, ainsi que de nombreuses institutions clefs de l'Organisation des Nations Unies et organisations intergouvernementales et non gouvernementales prennent part au programme de l'Année et ont retenu plus de 360 projets à cette occasion,

Notant également qu'un grand nombre d'Etats ont participé aux réunions régionales et sous-régionales de l'Année, réunions dont beaucoup ont été tenues au niveau ministériel et qui ont débouché sur des recommandations constructives et sur l'engagement de relancer l'action nationale,

Exprimant sa gratitude aux pays qui ont versé ou annoncé des contributions volontaires à l'Année internationale du logement des sans-abri,

Reconnaissant que, pour promouvoir et assurer le développement national sur le plan économique, social et sanitaire, il est essentiel de fournir des logements adéquats,

Reconnaissant également que pour permettre aux gouvernements de répondre de manière réaliste aux besoins des pauvres et des personnes défavorisées, il faut fixer le cadre de politiques propres à mobiliser toutes les ressources possibles et tous les instruments de politique nécessaires afin d'atteindre les objectifs de l'Année,

Reconnaissant en outre que l'Année internationale du logement des sans-abri offre une excellente occasion à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres institutions internationales de s'interroger sur leur contribution à la solution du problème du logement des sans-abri et aux organismes d'aide bilatérale et aux institutions financières multilatérales d'évaluer leur rôle dans ce secteur,

Rappelant la résolution 7/9 de la Commission des établissements humains en date du 10 mai 1984, et la stratégie d'information pour l'Année qui avait été présentée à la Commission à sa huitième session c/,

b/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1986, Supplément No 11 (E/1986/32).

c/ HS/C/8/4/Add.1.

1. Fait sien le rapport du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), relatif à l'Année internationale du logement des sans-abri et au Plan d'action pour 1986-1987 d/,

2. Demande instamment aux gouvernements de faire preuve de la volonté politique renouvelée de répondre aux besoins en logement des pauvres et des personnes défavorisées en prenant d'importantes mesures avant 1987, notamment en assurant l'accès à des terrains et en apportant la sécurité de jouissance aux ménages qui vivent dans des colonies de squatters, en adaptant les codes et règlements aux besoins de la population, en facilitant la participation communautaire, en améliorant l'accès aux sources de crédit et de prêts et en favorisant la production de matériaux de construction locaux abordables;

3. Demande instamment aussi aux gouvernements :

a) D'élaborer des stratégies du logement ou de revoir celles qui existent en tenant compte des options présentées dans la documentation relative à l'Année;

b) D'établir un programme d'exécution des projets adapté aux stratégies du logement qu'ils auront choisies;

4. Prie les gouvernements de présenter au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), avant le 31 octobre 1986, des rapports détaillés sur leurs activités pour l'Année, en accordant une attention particulière aux mesures qui, en 1987, assureront l'amélioration d'une partie des logements et des quartiers où vivent des pauvres et des personnes défavorisées et aux stratégies qu'ils envisagent pour améliorer d'ici l'an 2000 les logements et les quartiers de tous les pauvres;

5. Prie tous les gouvernements, les organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux et les institutions financières de revoir leurs politiques et d'accorder un rang de priorité plus élevé aux programmes d'amélioration du logement et des établissements humains;

6. Lance un appel à tous les gouvernements pour qu'ils versent des contributions volontaires à l'Année internationale du logement des sans-abri, et à tous les autres organismes internationaux et aux institutions financières pour qu'ils soutiennent effectivement, par des moyens financiers et autres, le programme pour l'Année.

7. Décide, pour marquer l'Année internationale du logement des sans-abri, de consacrer au moins deux séances plénières, lors de sa quarante-deuxième session, en 1987, à des questions liées à l'abri."

9ème séance plénière
16 mai 1986

d/ HS/C/9/6.

2. Autres résolutions

9/3. Coopération régionale en matière d'établissements humains et de logement en Amérique latine et dans les Caraïbes

La Commission des établissements humains,

Rappelant ses résolutions 8/7, 8/10 et 8/16 du 8 mai 1985,

Réaffirmant la résolution 1984/57 du Conseil économique et social, datée du 26 juillet 1984, dans laquelle le Conseil a prié instamment la Commission des établissements humains de prendre en considération la coopération technique entre pays en développement dans l'exécution de ses programmes,

Rappelant aussi que, dans la même résolution, le Conseil économique et social a reconnu que, dans l'exécution des stratégies, programmes et projets de l'Année internationale du logement des sans-abri, il y avait lieu de recourir au maximum à tous les moyens que pouvait offrir la coopération bilatérale et multilatérale entre les organismes internationaux et les organisations gouvernementales et non gouvernementales,

Réaffirmant l'attachement de la région latino-américaine et des Caraïbes aux activités entreprises par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) à l'occasion de l'Année internationale du logement des sans-abri, exprimé lors de la Conférence régionale sur le logement et le développement, qui s'est tenue à Bogota, du 27 au 31 janvier 1986,

Constatant les progrès accomplis au cours de l'année écoulée en vue d'accroître les activités et les projets entrepris conjointement avec les organisations régionales et sous-régionales d'Amérique latine et des Caraïbes et prenant note avec satisfaction des efforts visant à développer plus avant le processus de coopération dans ce domaine,

1. Recommande au Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) que, pour l'exécution et la programmation des activités de coopération internationale et régionale, il étudie la possibilité d'unifier la représentation du Centre en Amérique latine et aux Caraïbes, pour chercher à accroître l'efficacité administrative, technique et opérationnelle sans encourir de dépenses supplémentaires mais en utilisant plus efficacement les ressources disponibles;

2. Invite l'Organisation latino-américaine du logement et du développement urbain et le Comité permanent du logement et du développement urbain pour l'Amérique centrale et le Panama à participer à l'exécution des programmes de l'Année internationale du logement des sans-abri et de prêter leur concours à la Commission des établissements humains à cette fin;

3. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de rechercher la manière la plus appropriée d'utiliser des monnaies nationales et des contributions en nature dans ses programmes prioritaires d'assistance dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement;

4. Renouvelle son appel aux gouvernements pour que dans la mesure du possible et compte tenu des limites imposées par la situation économique critique que connaît la région en raison du poids de la dette extérieure, ils renforcent les

mécanismes mis en place pour l'utilisation de monnaies nationales et de contributions en nature dans les programmes prioritaires de caractère régional, sous-régional et national;

5. Prie le Directeur exécutif d'envisager à titre prioritaire, le cas échéant, d'incorporer dans les programmes d'aide aux pays de la région les activités relatives à la planification des établissements humains dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/4. Création d'un centre régional de formation aux activités dans le domaine des établissements humains

La Commission des établissements humains,

Notant avec satisfaction les efforts déployés par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) pour dispenser une formation globale dans le domaine des établissements humains,

Rappelant sa résolution 7/14 du 10 mai 1984 sur une approche systématique et globale de la formation pour les établissements humains,

Appréciant les mesures prises par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) pour organiser le cours intitulé "Conception et mise en oeuvre de projets urbains pour les Etats arabes", qui a eu lieu à Amman, du 1er septembre au 6 octobre 1985,

Notant la recommandation faite par le Conseil des ministres du logement des pays arabes à sa quatrième session, tenue en 1985 à Tunis, de créer à Amman, à l'intention des pays arabes, un centre permanent de formation dans le domaine des établissements humains,

Notant également que le Gouvernement jordanien a offert de verser un don en vue de l'implantation et du financement de ce centre,

1. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) d'accélérer la mise au point des mesures nécessaires pour créer à Amman un centre régional spécialisé de formation aux activités dans le domaine des établissements humains;

2. Prie également le Directeur exécutif d'établir un programme détaillé des stages de formation qui seront organisés dans ce centre au cours des deux prochaines années, en collaboration avec le gouvernement du pays hôte;

3. Prie en outre le Directeur exécutif de présenter à la Commission, à sa session de 1989, un rapport complet sur les mesures prises et les résultats obtenus à cet égard.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/5. Activités du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) entre les sessions de la Commission des établissements humains

La Commission des établissements humains,

Rappelant la résolution 40/202 B de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1985, relative à une modification de la périodicité des sessions de la Commission,

Reconnaissant que des sessions biennales ne devraient pas nuire à la qualité de l'effort déployé pour donner suite aux décisions de la Commission,

1. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de redoubler d'efforts pour informer les Etats membres de la Commission des mesures prises pour appliquer les décisions de celle-ci et mener à bien les programmes du Centre et, à cet effet, mettre en place un mécanisme propre à assurer l'exécution efficace des plans adoptés par la Commission pour des périodes biennales ou plus longues et soumettre à l'approbation des participants à la prochaine session des propositions à cet égard;

2. Recommande aux commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies d'intensifier leurs activités relatives aux établissements humains, en particulier pour aider les Etats de leur région à appliquer les recommandations de la Commission des établissements humains;

3. Recommande aux Etats membres de la Commission de se réunir provisoirement à titre officieux entre les sessions pour analyser les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des décisions de la Commission et des activités du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

**9ème séance plénière
16 mai 1986**

9/6. Assistance au peuple namibien

La Commission des établissements humains,

Rappelant sa résolution 8/6 du 8 mai 1985 sur l'assistance aux Namibiens déplacés et installés dans des pays voisins,

Déplorant qu'au cours de l'année écoulée, la situation du peuple namibien ne se soit en rien améliorée, sur le plan humain et politique,

Ayant présentes à l'esprit diverses résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité et en particulier la résolution 435 (1978),

Tenant compte de la résolution 36/80 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1981 et des résolutions ultérieures dans lesquelles l'Assemblée générale a affirmé la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine,

Rappelant en outre sa résolution 8/18 du 8 mai 1985, dans laquelle elle a condamné énergiquement le régime d'apartheid de Pretoria qui occupe illégalement la Namibie et continue à évacuer par la force la population africaine de ses foyers,

Notant avec une profonde préoccupation les mesures unilatérales que le régime raciste d'Afrique du Sud a prises censément pour résoudre un problème qu'il refuse de reconnaître et qui ne correspond absolument pas à l'esprit et à la lettre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité,

Encouragée par la détermination et le courage indomptables dont fait preuve le peuple namibien pour lutter contre la violente répression du régime raciste d'Afrique du Sud,

1. Rejette comme étant inacceptable et condamne énergiquement toute décision unilatérale du régime raciste d'Afrique du Sud au sujet de la Namibie n'entrant pas dans le cadre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité;

2. Exprime l'inquiétude qu'elle éprouve devant le fait que 20 ans après l'abrogation par l'Assemblée générale du mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie, elle se trouve dans l'impossibilité d'inviter des représentants namubiens d'une Namibie libre et démocratique à participer à ses sessions et d'offrir son assistance et sa coopération pour le développement des établissements humains dans une Namibie indépendante;

3. Prend note avec satisfaction des efforts déployés jusqu'à présent par le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), pour appliquer la résolution 8/6 du 8 mai 1985 de la Commission des établissements humains et lui demande de les poursuivre;

4. Demande une nouvelle fois au Directeur exécutif de veiller à renforcer et à accroître toutes les formes d'assistance et en particulier l'assistance scientifique, technique et financière, fournies aux centres d'hébergement des réfugiés namubiens, dans le but exprès d'assurer des conditions de logement optimales dans ces centres d'hébergement;

5. Prie le Directeur exécutif de présenter un rapport sur les activités entreprises par le Centre pour apporter une assistance au peuple namibien à la Conférence internationale sur la Namibie qui se tiendra en juillet 1986 à Vienne et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la Namibie qui aura lieu en septembre 1986;

6. Prie en outre le Directeur exécutif de faire rapport à la Commission des établissements humains à sa dixième session sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'assistance au peuple namibien.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/7. Assistance aux victimes de l'apartheid et
du colonialisme en Afrique australe*

La Commission des établissements humains,

Rappelant la résolution 36/80 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1981, concernant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine,

* Adopté par 41 voix contre une.

Rappelant en outre ses résolutions 5/19 du 7 mai 1982, 6/11 du 5 mai 1983, 7/3 du 9 mai 1984 et 8/18 du 8 mai 1985,

Consciente des conditions déplorables dans lesquelles le régime raciste d'apartheid maintient la population majoritaire en Afrique du Sud et dans le Territoire international de Namibie, que ledit régime raciste continue d'occuper par la force, en violation flagrante de plusieurs résolutions des Nations Unies,

Consciente aussi que le régime d'apartheid continue d'évacuer par la force la population africaine de ses foyers,

Tenant compte en outre du fait que l'année 1987 sera l'Année internationale du logement des sans-abri et qu'elle marquera le dixième anniversaire de la création de la Commission des établissements humains,

Préoccupée par les retards survenus dans l'approbation des propositions de projets se rapportant aux établissements humains présentées au Programme des Nations Unies pour le développement par les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies,

Préoccupée en outre par la répression grandissante que le régime d'apartheid de Pretoria exerce à l'encontre de la population africaine en Afrique du Sud et de la population du Territoire international occupé de Namibie, ainsi que par l'intensification de ses actes d'agression contre les Etats de première ligne,

1. Condamne énergiquement le régime d'apartheid de Pretoria pour sa répression inhumaine en Afrique du Sud et son occupation illégale de la Namibie, ainsi que pour ses actes d'agression et de déstabilisation contre les Etats de première ligne et d'autres Etats voisins;

2. Condamne en outre énergiquement le régime d'apartheid de Pretoria qui continue à évacuer par la force la population africaine de ses foyers;

3. Félicite le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) des efforts qu'il a déjà déployés pour appliquer la résolution 7/3 de la Commission des établissements en date du 9 mai 1984, tels qu'ils sont exposés dans le rapport qu'il a adressé à la Commission e/;

4. Félicite en outre les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine et tous les autres membres de la communauté internationale qui soutiennent la même cause pour leurs efforts constants en faveur de la lutte contre l'apartheid et le colonialisme en Afrique australe;

5. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de poursuivre et d'intensifier ses efforts en vue de faire bénéficier les victimes de l'apartheid et du colonialisme d'une aide technique accrue et d'autres formes d'assistance, conformément à la résolution 7/3 de la Commission;

6. Prie également le Directeur exécutif de faciliter, dans le cadre des ressources existantes, la participation par plus d'un observateur, de tous les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies à la dixième session de la Commission;

7. Prie en outre le Directeur exécutif d'apporter son appui aux mouvements de libération nationale afin que leurs propositions de projets en matière d'établissements humains soient approuvées dans un délai raisonnable.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/8. Rôle de la participation communautaire dans les
activités relatives aux établissements humains

La Commission des établissements humains,

Rappelant les recommandations adoptées par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements f/ concernant les mesures à prendre à l'échelon national dans le domaine de la participation publique,

Rappelant en outre ses résolutions 7/7 du 10 mai 1984 et 8/20 du 8 mai 1985 concernant les thèmes qui devaient être examinés par la Commission à sa neuvième session,

Ayant à l'esprit l'importance de la participation communautaire pour la planification, l'aménagement et la gestion des établissements humains,

1. Fait sien le rapport du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), intitulé "Rôle de la participation communautaire dans les activités relatives aux établissements humains" g/;

2. Prend note de l'expérience acquise par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) lors de la mise sur pied d'un programme de formation à la participation communautaire destiné à soutenir le développement de logements pour les groupes sociaux à faible revenu, en milieu urbain;

3. Prie le Directeur exécutif de redoubler d'efforts pour promouvoir l'application de formes appropriées de participation communautaire à la réalisation de projets de développement des établissements humains;

4. Prie aussi le Directeur exécutif de prendre les mesures précises ci-après en vue d'accroître le rôle de la participation communautaire aux activités relatives aux établissements humains et à leur gestion :

a) Continuer à développer les connaissances spécialisées du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et accroître ses moyens

f/. Voir Rapport d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les
établissements humains, Vancouver, 31 mai-11 juin 1976 (publication des
Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.7), chap. II, sect. E.

g/ HS/C/9/4 et Add.1.

techniques de faire face à la grande diversité de situations que présente le développement des établissements humains et qui exigent des méthodes et techniques de participation communautaire efficaces;

b) Définir des modalités de formation non formelle pour appuyer l'action au niveau local, en tenant compte des besoins spécifiques en matière de formation du personnel chargé du développement communautaire, des responsables de la collectivité et des habitants de manière à assurer leur collaboration effective aux programmes d'amélioration des établissements humains.

5. Demande instamment aux gouvernements d'axer davantage leur attention sur l'effort personnel dont sont capables les collectivités urbaines et rurales pour faire face adéquatement et de mieux en mieux à leurs problèmes d'habitat, en vue de créer des mécanismes appropriés pour soutenir ces collectivités et leur donner meilleur accès aux ressources, comme les ressources en terrains, capitaux et matériaux de construction ainsi qu'aux sources d'information;

6. Demande instamment aussi aux gouvernements d'élaborer des structures administratives, en mettant tout spécialement l'accent sur les mesures visant à renforcer les administrations locales et sous-locales en déléguant des pouvoirs administratifs, et de revoir le cadre législatif et les procédures de planification et de mise en oeuvre relatifs aux établissements humains, de manière à ce qu'ils tendent à promouvoir la participation communautaire et l'action du secteur non gouvernemental;

7. Demande aux pays donateurs et aux institutions internationales s'occupant des programmes d'assistance aux établissements humains des pays en développement de lier activement leur appui aux projets et programmes à un système de participation communautaire et à une action dans le secteur non gouvernemental qui fassent partie intégrante de la planification, de l'aménagement et de la gestion;

8. Demande aux gouvernements d'encourager activement la création d'organisations communautaires et d'appuyer l'établissement d'associations avec des organisations non gouvernementales, des organismes bénévoles et des organisations communautaires qui font un travail constructif dans le domaine du développement des établissements humains, en particulier dans celui des infrastructures et des services destinés aux groupes sociaux à faible revenu;

9. Demande aussi aux gouvernements de mettre sur pied des programmes appropriés de formation à la participation communautaire pour appuyer l'action des collectivités et répondre à leurs besoins;

10. Demande en outre aux gouvernements et aux pays donateurs, aux instituts et aux organisations non gouvernementales de faire de l'information technique et des moyens de communication des instruments de la participation communautaire;

11. Recommande aux gouvernements de collaborer avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et de faire appel à lui pour exécuter des programmes de participation communautaire et recommande en outre au Centre de mettre au point des modalités de coopération avec les organismes donateurs afin de développer et d'améliorer les programmes de formation à la participation communautaire.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/9. Participation des femmes à la solution des problèmes des établissements humains

La Commission des établissements humains,

Rappelant sa résolution 8/19 du 8 mai 1985 concernant les femmes et les établissements humains,

Tenant compte des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme adoptées à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix h/,

Convaincue que les femmes et les organisations qui les représentent doivent jouer un rôle important dans ce long processus qu'est le développement,

Recommande :

a) D'évaluer, de façon permanente, les programmes qui permettent de recueillir, d'analyser et d'utiliser des données statistiques spécifiques sur le rôle des femmes et leur participation dans la conception, l'aménagement et l'entretien des établissements humains;

b) De prendre toutes les mesures susceptibles d'éviter que les femmes ne soient marginalisées dans la société, sur le plan de la production et des décisions, en raison de l'accélération du rythme de l'urbanisation;

c) De prendre les arrangements nécessaires pour permettre aux femmes de mener à bien à la fois les tâches productrices de revenu et celles qui sont liées à la vie de la famille et d'accorder à cette question un rang de priorité élevé dans les projets du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat);

d) D'organiser des séminaires régionaux ou sous-régionaux, dans le cadre de la préparation de l'Année internationale du logement des sans-abri pour échanger des données d'expérience sur les projets pilotes et pour définir et évaluer le rôle des femmes et des organisations qui les représentent dans la conception, le financement et la réalisation de ces projets, séminaires qui seront financés au moyen de ressources allouées à cette fin par les gouvernements et les organisations en mesure de le faire;

e) D'intégrer les sections pertinentes des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme dans la politique et le programme de travail du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

9ème séance plénière
16 mai 1986

h/ Voir Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

9/10. Production à petite échelle de matériaux de construction

La Commission des établissements humains,

Rappelant sa résolution 4/13 du 6 mai 1981 sur le rôle et la contribution de l'industrie du bâtiment en ce qui concerne les programmes relatifs aux établissements humains et l'évolution économique et sociale nationale,

Rappelant également sa décision 8/26 du 10 mai 1985 concernant les thèmes à examiner aux sessions ultérieures de la Commission,

Ayant présente à l'esprit la part importante que l'industrie du bâtiment peut prendre au développement général de l'économie des pays en développement,

Ayant aussi présent à l'esprit qu'il est capital de développer l'offre de matériaux de construction dans de nombreux pays en développement pour améliorer la situation du logement des personnes défavorisées et des pauvres,

Consciente que la production à petite échelle de matériaux et d'éléments de construction fondée sur la demande et les ressources locales présente des avantages considérables dans la mesure où elle peut entraîner d'importants effets multiplicateurs sur le plan économique en créant des emplois et en limitant les importations et où elle minimise les besoins en transport,

Consciente aussi qu'il importe que l'accroissement de la production de matériaux de construction s'accompagne de mesures de protection des ressources naturelles, et en particulier du bois, qui peut servir à la fois de matériau de construction et de combustible pour la production d'autres matériaux de construction,

1. Fait siens les rapports du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) sur la production à petite échelle de matériaux de construction i/;

2. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de poursuivre et d'intensifier ses efforts de recherche et en particulier de promotion et d'application, à des fins de démonstration, des résultats des recherches dans le domaine de la production à petite échelle de matériaux et d'éléments de construction, en collaboration avec d'autres organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies, des gouvernements et des organisations non gouvernementales ainsi qu'avec le secteur non gouvernemental et de coordonner les activités internationales dans ce domaine;

3. Prie en outre le Directeur exécutif d'aider les gouvernements à accroître la production de matériaux de construction locaux à bon marché par les petites entreprises, en particulier :

a) D'améliorer les moyens dont dispose le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) pour assurer des échanges d'informations sur les techniques de production à petite échelle de matériaux de construction par l'intermédiaire d'un réseau d'organismes gouvernementaux et d'institutions de recherche;

b) De promouvoir encore davantage certaines techniques de production par le biais de réunions techniques et autres moyens analogues de formation informelle;

c) D'aider à adapter les codes et règlements de construction nationaux et locaux aux besoins propres à chaque pays, en tenant compte notamment de la nécessité d'utiliser davantage les matériaux de construction locaux appropriés;

4. Demande instamment aux gouvernements d'élaborer des normes, spécifications et méthodes d'essai appropriées pour les matériaux produits essentiellement par de petites entreprises en recherchant pour ce faire l'appui de la communauté internationale et d'organisations telles que l'Organisation internationale de normalisation et aussi d'envisager d'autres mesures de promotion des petites unités de production de matériaux de construction, par exemple en facilitant l'accès aux matières premières, en mettant en place des mécanismes d'acheminement du crédit et des capitaux et en améliorant la diffusion de l'information sur les techniques de production appropriées;

5. Demande aussi instamment aux gouvernements de revoir leur politique industrielle et leurs programmes de production de matériaux et d'éléments de construction de manière à favoriser la production à petite échelle et, ce faisant, de tenir compte de la situation locale, notamment de l'ampleur et de la nature de la demande, ainsi que des gisements de matières premières et des infrastructures de transport existantes;

6. Demande en outre instamment aux gouvernements d'appuyer la recherche-développement pour l'adaptation des matériaux existants fabriqués à partir de matières premières locales en vue d'une production et d'une utilisation à petite échelle et sur place, ainsi que pour la mise au point de matériaux nouveaux;

7. Demande aux gouvernements de revoir leur politique fiscale, en particulier pour les petites unités de production, et de modifier les dispositions qui pourraient être particulièrement contraignantes pour les petits producteurs de matériaux de construction;

8. Prie instamment les gouvernements de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires pour mettre en place un réseau approprié de distribution et de transport reliant les petits producteurs de matériaux de construction aux utilisateurs;

9. Prie instamment aussi les gouvernements de favoriser l'expansion du secteur de la production à petite échelle de matériaux de construction en utilisant largement des matériaux de construction locaux dans les projets financés par les pouvoirs publics, compte tenu du fait que ceux-ci sont les principaux clients de l'industrie du bâtiment et qu'il est nécessaire de conserver des réserves en devises en poursuivant des politiques de substitution des importations de matériaux de construction;

10. Invite les organismes internationaux et régionaux s'occupant de construction dans les pays en développement à tenir compte de la nécessité particulière de renforcer le secteur de la production à petite échelle de matériaux de construction en transférant les compétences et l'expérience acquises dans le domaine technique et dans celui de la gestion;

11. Demande aux organismes et aux pays donateurs ainsi qu'aux institutions internationales de financement d'appuyer les efforts que font les pays en développement pour favoriser les petites unités de production en apportant une

assistance en matière d'information et de technologie, en aidant à former la main-d'oeuvre nécessaire et en réalisant des projets pilotes, ainsi qu'en favorisant l'utilisation de matériaux locaux dans les projets qu'ils appuient ou financent;

12. Demande aux gouvernements et aux organisations internationales intéressés de favoriser l'augmentation nécessaire de la production de bois, compte tenu des différences de situations environnementales, pour améliorer l'approvisionnement en bois destiné à la production d'énergie et de bois d'oeuvre, conformément au Plan d'action relatif aux forêts tropicales dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture est chargée de coordonner la mise en oeuvre j/;

13. Demande aux gouvernements de faire en sorte que les ressources naturelles soient utilisées rationnellement afin de permettre une production des matériaux de construction économiquement saine et rentable.

14. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de faire, en application de la présente résolution, rapport sur les activités entreprises à la Commission, à sa session de 1989.

9ème séance plénière

16 mai 1986

9/11. Activités se rapportant à l'Année internationale du logement des sans-abri dans les territoires occupés de Palestine*

La Commission des établissements humains,

Rappelant la résolution 40/170 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1985 concernant l'assistance au peuple palestinien,

Rappelant en outre ses résolutions 7/8 du 10 mai 1984 et 8/9 du 8 mai 1985 concernant les activités se rapportant à l'Année internationale du logement des sans-abri dans les territoires occupés de Palestine,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat) concernant les activités se rapportant à l'Année internationale du logement des sans-abri dans les territoires occupés de Palestine k/,

Rappelant la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, dans laquelle la politique israélienne d'implantation de colonies de peuplement a été jugée illicite et considérée comme un sérieux obstacle à la paix,

* Adopté par 38 voix contre une, avec 4 abstentions.

j/ Voir Comité de la mise en valeur des forêts dans les Tropiques, Plan d'action forestier tropical (Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1985).

k/ HS/C/9/6/Add.4

Notant avec une profonde préoccupation qu'Israël poursuit sa politique d'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés de Palestine,

1. Déplore vivement la politique d'implantation de colonies de peuplement suivie par les autorités israéliennes d'occupation dans les territoires occupés de Palestine;
2. Demande qu'il soit mis fin immédiatement à l'implantation de nouvelles colonies israéliennes de peuplement dans les territoires occupés de Palestine et que les colonies existantes soient démantelées;
3. S'oppose fermement à ce que les autorités israéliennes d'occupation démolissent les maisons palestiniennes et en interdisent l'accès;
4. Prie le Directeur exécutif du Centre de prendre les mesures nécessaires pour appliquer les propositions contenues dans son rapport k/;
5. Invite le Directeur exécutif à solliciter l'assistance de la communauté internationale et des organes et organismes des Nations Unies compétents pour mettre en oeuvre les propositions contenues dans son rapport k/;
6. Prie le Directeur exécutif de poursuivre ses efforts en vue de fournir une assistance au peuple palestinien, en collaboration avec l'Organisation de libération de la Palestine;
7. Prie également le Directeur exécutif d'établir une étude complète sur les institutions et les instruments nécessaires pour financer et appliquer un programme de logement dans les territoires occupés de Palestine et de la présenter à la Commission des établissements humains à sa dixième session;
8. Prie en outre le Directeur exécutif de faire rapport à la Commission des établissements humains à sa dixième session sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/12. Année internationale du logement des sans-abri :
directives en vue d'une approche sélective

La Commission des établissements humains,

Prenant note avec satisfaction de l'impulsion donnée par les divers organes nationaux de liaison officiels et les projets de démonstration à l'Année internationale du logement des sans-abri,

Rappelant ses résolutions 6/1 du 5 mai 1983, 7/1 du 10 mai 1984 et 8/2 du 10 mai 1985 relatives à l'Année internationale du logement des sans-abri,

Reconnaissant que l'Année offre une occasion unique de mettre sur pied des stratégies et des politiques destinées à fournir un logement aux pauvres et aux personnes défavorisées et à améliorer les quartiers où ils vivent,

Tenant compte de l'importance de la publication des documents énonçant des options de principe mentionnées dans le rapport du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) 1/,

Rappelant aussi sa résolution 7/9 du 10 mai 1984, intitulée "Approche systématique et globale de l'information pour les établissements humains",

1. Prie instamment le Directeur exécutif du Centre de retenir pour l'Année internationale du logement des sans-abri, un nombre limité de projets qui ont pour caractéristique d'être particulièrement novateurs;

2. Prie instamment aussi le Directeur exécutif d'évaluer ces projets et leurs produits;

3. Invite le Directeur exécutif à diffuser à l'échelon international les résultats de cet échantillon de projets novateurs en partant d'une stratégie ou d'un plan d'information rationnels;

4. Invite aussi le Directeur exécutif à tenir compte de l'importance des politiques de formation, d'information et de communication qui font partie intégrante de la planification et de l'exécution des projets;

5. Prie le Directeur exécutif de présenter à la Commission, à sa dixième session, un rapport sur cet échantillon de projets de démonstration à caractère éminemment novateur, rapport qui fournirait des indications pour le programme de travail, le plan à moyen terme et les activités futures du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat);

6. Demande au Directeur exécutif de mettre à jour certains des documents relatifs aux thèmes spéciaux qui ont été adoptés depuis 1979 par la Commission des établissements humains, sur la base des renseignements tirés de l'Année et de présenter ces documents mis à jour à la Commission à sa onzième session;

7. Invite le Directeur exécutif à envisager, dans la limite des ressources disponibles, l'adoption de mesures organisationnelles pour préserver les résultats obtenus pendant l'Année et faire en sorte qu'il soit tenu compte de ces résultats dans les activités de formation et d'information, de recherche-développement et de coopération technique du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

9ème séance plénière

16 mai 1986

9/13. Rapports entre les objectifs et les activités de l'Année internationale de la paix et ceux de l'Année internationale du logement des sans-abri

La Commission des établissements humains,

Rappelant les résolutions 37/16 et 40/3 de l'Assemblée générale en date respectivement du 16 novembre 1982 et du 24 octobre 1985, où l'année 1986 a été officiellement proclamée Année internationale de la paix,

Rappelant en outre la résolution 37/221 de l'Assemblée générale, datée du 20 décembre 1982, où l'année 1987 a été proclamée Année internationale du logement des sans-abri,

Ayant présente à l'esprit sa résolution 8/11 du 8 mai 1985, intitulée "Contribution de la Commission des établissements humains à l'Année internationale de la paix",

Soulignant que l'atténuation des problèmes économiques urgents des pays en développement et l'élimination de l'écart existant entre les niveaux de développement économique sont d'importants facteurs de la stabilité économique internationale et de l'amélioration du climat politique,

Convaincue que la paix et le développement favoriseront un développement économique et social réel de tous les Etats, notamment la solution des problèmes de logement, en particulier dans les pays en développement, et qu'il existe un lien entre les objectifs et les activités de l'Année internationale du logement des sans-abri et ceux de l'Année internationale de la paix,

Convaincue également que l'amélioration du climat politique international et le renforcement de la paix sont importants pour résoudre les problèmes économiques actuels les plus aigus, y compris celui du logement,

1. Souligne qu'une des conditions préalables au succès des programmes de l'Année internationale du logement des sans-abri est le maintien et le renforcement de la paix grâce notamment à des mesures efficaces pour freiner la course aux armements, qui permettront de consacrer davantage de ressources à l'amélioration des conditions de vie et à la solution des problèmes mondiaux influant sur le sort de toute une civilisation;

2. Note avec satisfaction la part que la Commission a prise à la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la paix ainsi que le travail effectué par le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) pour établir le rapport intitulé "Etablissements humains : paix, stabilité économique et sociale et développement" m/, qui sera présenté au Secrétaire général, lequel devra faire rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante et unième session;

3. Reconnaît qu'il importe de poursuivre les travaux entrepris par la Commission des établissements humains et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) pour renforcer leur contribution à la cause de la paix et du développement, condition essentielle pour atteindre les objectifs de l'Année internationale du logement des sans-abri;

4. Estime qu'il est essentiel que, à la dixième session de la Commission des établissements humains en 1987, on s'attache dûment à étudier les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des programmes de l'Année internationale du logement des sans-abri dans la mesure où ils se rapportent aux objectifs et aux activités de l'Année internationale de la paix;

5. Prie le Directeur exécutif de faire une large place au rapport sur les "Etablissements humains : paix, stabilité économique et sociale et développement" m/ dans la déclaration qu'il fera à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/14. Examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles pour le développement

La Commission des établissements humains,

Rappelant la résolution 38/171 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1983 et relative aux activités opérationnelles pour le développement et en particulier la résolution 40/211 du 17 décembre 1985, dans laquelle l'Assemblée priait les organes intergouvernementaux de faire part au Conseil économique et social de leurs vues sur les questions de politique générale qui, à l'échelle du système, affectent les activités opérationnelles pour le développement,

Ayant à l'esprit le mandat confié à la Commission, en vertu de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale datée du 19 décembre 1977, en tant qu'organe intergouvernemental expressément chargé d'orienter les politiques et de coordonner les activités du système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains,

Reconnaissant que les activités opérationnelles pour le développement constituent un soutien précieux pour les pays en développement dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes pour les établissements humains qui font partie intégrante du développement général sur le plan économique et social,

Ayant examiné les questions de politique générale qui, à l'échelle du système, affectent les activités opérationnelles pour le développement et sont identifiées dans les résolutions 38/171 et 40/211 de l'Assemblée générale,

1. Adopte la déclaration sur les questions de politique générale affectant les activités opérationnelles pour le développement, jointe en annexe à la présente résolution;

2. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de transmettre au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1986, le texte de la présente résolution ainsi que de son annexe, à titre de contribution de la Commission à l'examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles pour le développement auquel le Conseil devra procéder à cette session.

Annexe

Déclaration sur les questions de politique affectant les activités opérationnelles pour le développement

1. La Commission reconnaît qu'il importe d'utiliser davantage les capacités qu'ont les pays en développement d'exécuter les programmes et projets en matière d'établissements humains en recrutant des experts nationaux, en faisant appel à des sources locales pour l'achat de matériaux et de matériels et pour la fourniture de services et en appuyant la coopération technique entre pays en développement. Les

principaux véhicules d'une utilisation et d'une application fécondes de ces principes sont la volonté politique et les structures établies par les pays en développement eux-mêmes et par les pays en développement entre eux. Le système des Nations Unies doit continuer à jouer le rôle qui est le sien, à savoir promouvoir et faciliter, en particulier au moyen de la structure du Programme des Nations Unies pour le développement et grâce à l'action catalytique de celui-ci, et s'employer à renforcer ce rôle.

2. C'est au niveau des pays qu'il est le plus approprié de résoudre les problèmes de coordination pour garantir une approche intégrée du développement. Les coordonnateurs résidents des Nations Unies, appuyés par les mécanismes de coordination appropriés, en particulier au stade de la planification, et qui ont l'autorité requise, c'est-à-dire qui représentent également toutes les organisations intéressées des Nations Unies et les institutions sectorielles et sont en communication avec elles, peuvent faire beaucoup pour harmoniser les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement et pour accroître encore la capacité qu'il a de répondre à l'évolution des besoins en coopération technique. La Commission reconnaît qu'il est nécessaire d'harmoniser davantage et de mieux coordonner l'assistance fournie par le système et les ressources allouées au titre de l'aide bilatérale, dont le volume a considérablement augmenté. Les donateurs bilatéraux devraient mettre pleinement à profit les mécanismes de coordination créés par l'Organisation des Nations Unies au niveau des pays et accroître l'efficacité de leur aide en faisant fond sur l'expérience des organismes du système, dont le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), pour l'utilisation des fonds qu'ils consacrent à l'aide au développement.

3. L'un des défis que devra relever le système des Nations Unies, dans le cadre de ses activités opérationnelles, est lié à la rapidité de l'urbanisation, aux problèmes de gestion des vastes agglomérations urbaines qui se font jour dans de nombreux pays en développement et aux pressions migratoires et démographiques sous-jacentes.

4. Par nature, les problèmes des établissements humains sont intersectoriels et mettent en jeu des infrastructures matérielles, économiques et sociales. La planification du développement urbain et régional et les projets de gestion ont des incidences multisectorielles qui contribuent à susciter effectivement des liens de coordination et d'interaction entre les organes sectoriels intéressés des gouvernements et contribuent de ce fait à renforcer les capacités des pouvoirs publics en matière de coordination. L'assistance dans le domaine de la formation et de la création d'institutions est aussi un moyen essentiel de contribuer à l'amélioration des capacités nationales de coordination.

5. Il faudrait aussi insister davantage sur le rôle de la femme, en particulier dans le secteur des établissements humains, puisque c'est elle essentiellement qui s'occupe du foyer et qui pâtit le plus du manque de confort. On peut, dans le cadre des activités opérationnelles, former des femmes et les amener, en tenant compte de leurs besoins particuliers, à participer davantage au développement des établissements humains.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/15. Analyse interorganisations des programmes

La Commission des établissements humains,

Rappelant ses résolutions 8/17 du 8 mai 1985, relative à l'analyse interorganisations des programmes et 8/13 du 8 mai 1985, concernant la coordination des programmes relatifs aux établissements humains au sein du système des Nations Unies,

Notant la préoccupation exprimée par le Comité du programme et de la coordination au sujet de la nécessité d'améliorer la coordination et l'établissement des priorités dans les politiques et programmes des organismes des Nations Unies dans le domaine des établissements humains,

Rappelant que, lors de ses sessions annuelles, elle fait le point sur les activités de coopération et de coordination entre le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et les autres organismes et organisations des Nations Unies, telles qu'elles sont décrites dans les rapports du Directeur exécutif du Centre sur ces points de l'ordre du jour, afin de pouvoir donner des directives concernant les travaux et activités futures du Centre et l'établissement des priorités relatives qui doivent leur être affectées,

Se félicitant des progrès de la coordination et de la coopération entre le Centre et d'autres organismes et organisations du système des Nations Unies, en particulier dans le contexte des préparatifs de l'Année internationale du logement des sans-abri,

Prend note avec satisfaction des renseignements précieux que le Directeur exécutif a donnés dans son rapport sur l'assistance financière et autre fournie aux pays en développement et entre pays en développement dans le domaine des établissements humains et sur les activités des Nations Unies relatives aux établissements humains n/ et à partir desquels il sera possible de développer la coordination et d'optimiser l'utilisation des ressources,

Rappelant que, dans sa résolution 8/17, elle a expressément demandé au Directeur exécutif de lui présenter, à sa dixième session, une étude exhaustive des activités dans le domaine des établissements humains et des priorités relatives qui leur sont affectées par le système des Nations Unies, en indiquant les secteurs éventuels de coordination,

Tenant compte du fait que cette étude sera établie dans le cadre de la préparation du plan à moyen terme pour 1990-1995 et en utilisant pleinement les mécanismes de consultation préalable prévus à cet effet,

1. Décide que l'étude exhaustive demandée dans la résolution 8/17 devrait comprendre une analyse des problèmes que le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a rencontrés et des solutions auxquelles il est parvenu ou qu'il a proposées en s'acquittant de ses tâches consistant à aider la Commission à coordonner les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des établissements humains, à les maintenir à l'étude et à évaluer leur efficacité;

2. Prie instamment tous les organismes et organisations compétents du système des Nations Unies de collaborer pleinement avec le Centre et de lui fournir toutes les informations nécessaires concernant l'étude;

3. Réaffirme sa conviction que le Centre ne sera en mesure de s'acquitter pleinement de ses fonctions de coordination pour ce qui est des établissements humains, telles qu'elles sont définies dans la résolution 32/162 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1977, que s'il devient membre à part entière et sur un pied d'égalité du Comité administratif de coordination;

4. Prie le Président de la Commission de transmettre le texte de la présente résolution au Président du Comité du programme et de la coordination, à la vingt-sixième session de cet organe, et décide de revenir à sa dixième session sur la question relative au suivi de l'analyse interorganisations des programmes en ce qui concerne les activités du système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains.

9ème séance plénière
16 mai 1986

9/16. Lieux des sessions de la Commission
des établissements humains

La Commission des établissements humains,

Rappelant les résolutions 31/140, section I et 40/243, section I, de l'Assemblée générale, datées respectivement du 17 décembre 1976 et du 18 décembre 1985,

Consciente que l'article 3 du règlement intérieur de la Commission des établissements humains prévoit que les sessions de la Commission ont normalement lieu au siège du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), à Nairobi, à moins que la Commission n'en ait décidé autrement à une session précédente,

Notant avec satisfaction que la Commission a maintenant tenu des sessions dans presque toutes les régions et ainsi donné aux Etats membres assez d'occasions de se familiariser avec le développement des établissements humains dans ces régions,

Reconnaissant que, malgré les effets bénéfiques de cette rotation, la majorité des représentants permanents auprès du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), qui sont les porte-parole de leurs gouvernements en matière d'établissements humains et entretiennent d'étroites consultations avec le Centre, ont des difficultés à assister aux sessions qui se tiennent en dehors de Nairobi, leur lieu d'affectation,

Tenant compte du fait que les sessions qui ont lieu hors siège représentent un surcroît de travail pour le secrétariat, en raison des déplacements du personnel et de l'expédition du matériel vers le pays hôte,

Rappelant que l'Organisation des Nations Unies a fait un investissement considérable pour doter le Centre et le Programme des Nations Unies pour l'environnement d'un siège permanent, qui est équipé de toutes les installations nécessaires pour assurer le service de leurs conférences,

Estime qu'à l'avenir les sessions ordinaires de la Commission des établissements humains devront se tenir de préférence au siège du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) à Nairobi.

9ème séance plénière
16 mai 1986

B. Décision

9/17. Expositions de photographies et de documents à l'occasion de l'Année internationale du logement des sans-abri

A sa 9ème séance plénière, le 16 mai, la Commission des établissements humains a adopté la décision ci-après :

La Commission des établissements humains, estimant, en tant qu'organe intergouvernemental désigné par l'Assemblée générale pour organiser l'Année internationale du logement des sans-abri, que l'exposition de photographies et de documents se rapportant aux activités prévues pour l'Année faciliterait l'examen de la question, a décidé que de telles expositions de photographies et documents se rapportant aux activités prévues pour l'Année pourraient être organisées lors de sa session de 1987, en plus de celles qui sont organisées par les délégations des Etats et aussi par les délégations représentant des organisations et des mouvements de libération nationale participant à la session en vertu des articles 59 et 60, du règlement intérieur de la Commission, respectivement.

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA COMMISSION EST SAISIE

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
		Lettre d'invitation
		Notification du Directeur exécutif
HS/C/9/1	3	Ordre du jour provisoire
HS/C/9/1/Add.1	3	Annotations à l'ordre du jour provisoire
HS/C/9/2	4 a)	Activités du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) : rapport intérimaire du Directeur exécutif
HS/C/9/2/Add.1	4 a)	Approche systématique et globale de la formation pour les établissements humains : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/2/Add.2	4 a)	Approche systématique et globale de la formation pour les établissements humains : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/2/Add.3	4 a)	Mise en oeuvre des résolutions 8/6 et 8/18 de la Commission sur l'assistance aux Namibiens déplacés et aux victimes de l' <u>apartheid</u> et du colonialisme en Afrique australe : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/3	4 b)	Coopération entre le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement : note du secrétariat
HS/C/9/4	5	Rôle de la participation communautaire dans les activités relatives aux établissements humains : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/4/Add.1	5	Rôle de la participation communautaire dans les activités relatives aux établissements humains : rapport du Directeur exécutif; études de cas
HS/C/9/5	6	Production à petite échelle de matériaux de construction : rapport du Directeur exécutif

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
HS/C/9/5/Add.1	6	Viabilité des petites unités de production de matériaux de construction
HS/C/9/6	7	Année internationale du logement des sans-abri : plan d'action pour 1986-1987 : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/6/Add.1	7	Année internationale du logement des sans-abri : rapport intérimaire sur les mesures prises aux niveaux national et international : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/6/Add.2	6	Année internationale du logement des sans-abri : résumé des recommandations des réunions sous-régionales de l'Année : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/6/Add.3	7	Année internationale du logement des sans-abri : plan général des documents énonçant des options de principe : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/6/Add.4	7	Activités se rapportant à l'Année internationale du logement des sans-abri dans les territoires occupés de Palestine : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/6/Add.5	7	Année internationale du logement des sans-abri : résumé des recommandations des réunions sous-régionales de l'Année : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/7	8 a)	Assistance financière et autre fournie aux pays en développement et entre pays en développement en ce qui concerne les établissements humains : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/8	8 b)	Rapports intérimaires sur la mise en oeuvre des recommandations adoptées par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains concernant l'action à entreprendre à l'échelon national : note du secrétariat
HS/C/9/9	9	Questions découlant des décisions des principaux organes délibérants de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes intergouvernementaux et portées à l'attention de la Commission : note du secrétariat

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
HS/C/9/9/Add.1	9	Année internationale de la jeunesse (1985) : participation des jeunes à la solution des problèmes de logement : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/9/Add.2	9	Contribution de la Commission des établissements humains à l'Année internationale de la paix : note du secrétariat
HS/C/9/10	4 a)	Questions financières : affectation des ressources extra-budgétaires du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/11/Rev.1	11	Ordre du jour provisoire de la dixième session de la Commission et autres dispositions à prendre en vue de cette session : note du secrétariat
HS/C/9/CRP.1		Principales résolutions et décisions du Conseil économique et social (seconde session ordinaire de 1985) et de l'Assemblée générale (quarantième session) intéressant les activités de la Commission : note du secrétariat
HS/C/9/INF.1		Etat d'avancement de la documentation pour la neuvième session de la Commission des établissements humains au 10 mars 1986 : note du secrétariat
HS/C/9/INF.2/Rev.1		Liste des documents dont la Commission est saisie
HS/C/9/INF.3	4 a)	Calendrier des conférences intergouvernementales régionales et mondiales sur les établissements humains : note du secrétariat
HS/C/9/INF.4	7	Centres nationaux de liaison pour l'Année internationale du logement des sans-abri : note du secrétariat
HS/C/9/INF.5	7	Liste des projets de l'Année internationale du logement des sans-abri dont le Directeur exécutif a été informé au 1er mars 1986 : note du secrétariat

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
HS/C/9/INF.7	7	Etat des contributions volontaires à l'Année internationale du logement des sans-abri au 1er avril 1986 : note du secrétariat
HS/C/9/INF.8	4 a)	Etat des contributions volontaires à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains au 1er avril 1986 : note du secrétariat
HS/C/9/INF.9	4 a)	Rapport d'information sur les projets (1986)
HS/C/9/INF.10	4 a)	Coopération entre le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), les organisations intergouvernementales non reliées au système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales : rapport du Directeur exécutif
HS/C/9/INF.11		Liste des participants

Annexe III

PRESENTATIONS AUDIO-VISUELLES

<u>Pays</u>	<u>Titre</u>	<u>Langue</u>	<u>Durée</u> <u>(minutes)</u>
<u>Thème I - Participation communautaire</u>			
Cameroun	Le nouvel habitat	Français	17
CNUEH/Banque mondiale	People and problems	Anglais	28
CNUEH/Sri Lanka	Participation, not paternalism	Anglais	14
France	Enquête sur le logement	Français	18
France	Pour un syndicalisme de l'habitat	Français	27
Gabon	Etablissements humains et participation communautaire	Français	20
Hongrie	Community participation	Anglais	18
Malaisie	Together we serve	Anglais	12
République de Corée	Saemaul Undong	Anglais	20
Sri Lanka	Unity for shelter	Anglais	10
Turquie	Towards urban co-operative	Anglais	16
Zimbabwe	Community participation in housing	Anglais	20
<u>Thème II - Matériaux de construction</u>			
Etats-Unis	Casas de lo nuestro	Espagnol	16
France	Ciudadela Tumaco	Français	18
Hongrie	Small-scale building materials	Anglais	16
Jordanie	Building system No. 5	Arabe	18
<u>Thème III - Année internationale du logement des sans-abri</u>			
Finlande	Formulation of IYSH shelter strategy	Anglais	22
Inde	Wall 4 + 1	Anglais	20
Indonésie	Papan Harapan - Shelter of hopes and dreams	Anglais	20

<u>Pays</u>	<u>Titre</u>	<u>Langue</u>	<u>Durée</u> <u>(minutes)</u>
<u>Thèmes IV - Divers</u>			
Bulgarie	Old houses coming back to life	Anglais	26
Chine	For making people live more happily	Chinois	17
Maroc	Habitat au Maroc	Français	26
Turquie	The sixties years	Anglais	20
Zambie	Shelter in Zambia	Anglais	20

Annexe IV

MESSAGE ADRESSE PAR LE SECRETAIRE GENERAL A LA NEUVIEME SESSION DE LA COMMISSION DES ETABLISSEMENTS HUMAINS

1. C'est avec grand plaisir que je salue tous ceux qui sont venus participer à la neuvième session de la Commission des établissements humains.
2. Je voudrais exprimer ma gratitude au Gouvernement et au peuple turcs pour la générosité dont ils ont fait preuve en accueillant cette réunion dans la vieille et magnifique ville d'Istanbul. Au cours des siècles, Istanbul s'est acquis une renommée unique en tant que lieu de rencontre des peuples et des civilisations. Qu'elle ait été choisie pour une réunion sur la coopération internationale dans le domaine des établissements humains est par conséquent particulièrement bienvenu.
3. La présente session est la dernière que tiendra la Commission avant la célébration en 1987 de l'Année internationale du logement des sans-abri. Vous allez donc mettre la dernière main aux préparatifs intensifs et approfondis que la Commission a entrepris pour l'Année au cours de ces trois dernières années et demie. Outre qu'elles fixeront les modalités pour le lancement officiel de l'Année en 1987, vos délibérations et conclusions constitueront la base du programme global d'action visant à améliorer de façon concrète et mesurable le logement et le milieu de tous les pauvres et défavorisés d'ici à l'an 2000. C'est l'objectif premier de l'Année internationale du logement des sans-abri. Ce n'est assurément pas un objectif facile à atteindre mais il n'y a pas de raison de se montrer pessimiste ou de baisser les bras. Nous devons continuer avec toute la volonté et la détermination nécessaires à chercher des techniques novatrices et rentables qui permettront même aux communautés les plus pauvres d'assurer un toit à leurs membres.
4. Je constate avec plaisir que les gouvernements et les organisations de par le monde ont favorablement réagi devant la tâche difficile qui les attend. Plus de 127 gouvernements ont désigné des centres de coordination nationaux pour l'Année internationale du logement des sans-abri et plus de 363 projets ont été identifiés pour réaliser les objectifs de l'Année.
5. Je note avec satisfaction les deux thèmes principaux qui feront l'objet d'un examen approfondi à la présente session de la Commission, à savoir le rôle de la participation communautaire aux activités liées aux établissements humains et la production à petite échelle de matériaux de construction. Ces deux thèmes relèvent directement de l'action à mener pour transformer un idéal - un toit pour tous - en un programme d'action pratique et réaliste.
6. Grâce à la participation communautaire, les gouvernements peuvent aider beaucoup plus de nécessiteux qu'ils ne pourraient le faire par des programmes classiques de logement. Une politique qui fait intervenir les communautés locales dans la conception, l'exécution et la gestion des programmes qui leur sont destinés présente aussi d'autres avantages. De plus au moment où la plupart des pays en développement ont de grandes difficultés à couvrir le coût de leurs programmes de développement, on pourrait, en mettant l'accent sur la production à petite échelle de matériaux de construction et en utilisant au maximum des technologies et des ressources autochtones, donner à ces pays de plus grandes possibilités d'offrir des logements à des prix abordables.

7. Des millions de pauvres et de défavorisés sans-abri continuent à attendre avec impatience des conditions de vie décentes pour eux-mêmes et leurs familles. C'est là fondamentalement un fait de la situation sociale actuelle dans une bonne partie du monde et je suis sûr que la parfaite conscience que vous en avez inspirera vos délibérations qui serviront à guider dans leur action les gouvernements et autres qui s'occupent de fournir un abri aux pauvres.

8. Je vous souhaite plein succès dans vos travaux.

RESUME DES DECLARATIONS

A. Déclaration de M. Bruce Golding, président de la Commission des établissements humains à sa huitième session

Le Président de la huitième session a parlé de l'importance historique de la neuvième session, 10 ans après Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains tenue à Vancouver. On a beaucoup progressé pendant ces 10 années. Le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a été au premier rang des nombreuses initiatives visant à développer les établissements humains dans le monde entier, à mettre au point, expérimenter et évaluer des stratégies dans ce domaine, à fournir l'assistance technique nécessaire, à aider à mobiliser un financement extérieur et à mettre en place des réseaux pour l'échange d'idées et le transfert de technologie. Il restait néanmoins beaucoup à faire. L'expansion continue de la population, la détérioration persistante de l'économie de nombreux pays et la pénurie de ressources qu'elle entraînait ont fait que la question du développement des établissements humains a été rejetée à l'arrière plan des priorités nationales. Les gouvernements devraient s'efforcer encore davantage de donner à cette question un rang de priorité élevé dans les préoccupations nationales et internationales. Ils devraient chercher à développer les mécanismes permettant de financer des logements afin de combler le fossé qui sépare le nécessaire du possible. En dernière analyse, c'était du pays lui-même que dépendait la solution des problèmes de logement de chaque pays.

B. Discours inaugural de M. Turgut Ozal, premier ministre de la Turquie

1. Le Premier Ministre a souhaité la bienvenue en Turquie aux participants de la neuvième session de la Commission, en déclarant que le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et les idéaux et objectifs qu'il poursuivait étaient d'une importance particulière et que ces idéaux et objectifs étaient partagés par le peuple turc. Le logement était une condition minimum nécessaire de la civilisation, et dépendait du développement économique et social.

2. Le problème du logement urbain s'était posé en Turquie par suite de l'urbanisation rapide, du taux élevé d'accroissement de la population et de l'exode des chômeurs vers les grandes villes. Depuis 1983, le gouvernement avait pris des mesures pour faire face à ces problèmes et avait notamment créé un fonds du logement qui avait déjà accordé des crédits à des particuliers et à des coopératives de logement pour construire 250 000 appartements environ. Une nouvelle loi avait été promulguée pour consolider les droits de propriété des "occupants illégaux" qui vivaient dans des logements improvisés autour des villes et on avait décentralisé la responsabilité de la planification et de la gestion urbaines qu'on avait confié aux autorités locales.

C. Discours de bienvenue de M. I. Safa Giray, ministre turc des travaux publics et des établissements humains

En souhaitant la bienvenue à la Commission, le Ministre a dit que les activités du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) intéressaient directement les peuples du monde en développement et en cours d'urbanisation. Dans de nombreux pays en développement, le processus de l'urbanisation, alimenté par l'exode rural, avait forcé les gouvernements à fournir

d'urgence de nombreux services à la population urbaine qui ne cessait de s'accroître alors même qu'ils se heurtaient à de graves contraintes économiques. Cet état de choses avait provoqué en Turquie de sérieux problèmes dans le domaine du logement, y compris la construction d'abris illégaux qui avaient créé autour des villes des ceintures de colonies de squatter. Le gouvernement avait adopté une politique de décentralisation du pouvoir en confiant aux autorités locales la responsabilité directe de la planification et de la gestion des villes. On avait créé un fonds spécial du logement et on étudiait la possibilité d'aider les municipalités dans leur action sur le plan du logement et dans leurs activités de recherche. Il fallait espérer que le Centre aiderait et conseillerait les gouvernements sur l'établissement d'un institut de recherche et de formation en Turquie.

D. Discours de M. Ranasinghe Premadasa,
premier ministre de Sri Lanka

1. Le Premier Ministre a déclaré que les travaux préliminaires pour l'Année internationale du logement des sans-abri avaient été déjà profitables à de nombreuses personnes. Il fallait renforcer la philosophie classique du développement de façon à inclure parmi les priorités fondamentales la notion de logement. L'Année s'inscrivait dans une croisade plus longue. Les préparatifs de l'Année devaient maintenant se doubler d'une approche à long terme coordonnée et d'un solide effort de mise en œuvre.
2. A Sri Lanka, le programme "Des millions de maisons" avait donné un sens nouveau et une dimension nouvelle à la question du logement. Il avait non seulement mobilisé des ressources novatrices encore inexploitées dans la population mais prouvé une fois de plus que le développement du logement était au centre même du développement global.

E. Discours du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies
pour les établissements humains (Habitat) sur l'ordre du
jour de la prochaine décennie

1. Le Directeur exécutif a noté qu'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, réunie à Vancouver (Canada), s'était occupée de la situation extrêmement grave des établissements humains, en particulier dans les pays en développement. Le moment était venu de discuter de l'ordre du jour pour les dix années à venir. Plusieurs questions étaient apparues, dont la plus importante était l'étendue et le taux de croissance des établissements. D'ici à l'an 2000, les villes des pays en développement abriteraient deux fois et demie plus d'habitants qu'en 1976. Ces villes avaient continué à croître à un taux dépassant 3,5 p. 100 par an et la population urbaine des pays en développement avait augmenté de plus de 40 p. 100 : voilà comment se présentait "le défi de l'urbanisation".
2. L'accroissement de la population urbaine avait entraîné un processus d'installation spontanée, qui n'avait tenu compte ni des barrières urbaines/rurales traditionnelles ni de la différence des situations ou des emplacements. On s'était peu intéressé au coût économique et social des conséquences à long terme que pareille situation pouvait avoir pour la bonne gestion des établissements humains. Il fallait donc chercher des principes sur lesquels fonder de nouvelles politiques et de nouvelles approches afin d'aboutir à une stratégie viable, en modifiant notamment la perception du rôle du gouvernement qui, au lieu de "fournir" carrément les logements, l'infrastructure et les services, devrait "faciliter" les choses en offrant guide et appui pour le développement des établissements. La première

difficulté à résoudre était d'entreprendre une action d'ensemble pour surmonter les limitations inhérentes aux projets uniques fondée sur la relation entre le logement, le travail, les services et les transports. La deuxième était de promouvoir une restructuration institutionnelle, administrative et organisationnelle pour assurer la constitution et la promotion de groupes, au niveau communautaire, chargés d'assurer la planification et l'exécution de leurs propres programmes dans le domaine des établissements humains et pour encourager les autorités locales à réévaluer leurs responsabilités et à en assumer de nouvelles correspondant au rôle qui leur revenait dans le processus de développement des établissements. Les ressources resteraient insuffisantes pour la tâche à entreprendre et les gouvernements devaient reconnaître la nécessité de nouveaux investissements dans les établissements humains, qui représentaient une contribution fondamentale au développement économique et social.

**F. Déclaration du Directeur exécutif du Programme
des Nations Unies pour l'environnement**

1. Le Directeur exécutif a dit que les politiques traditionnelles avaient été balayées et les technologies traditionnelles détruites, en particulier dans le domaine des établissements humains. Les normes uniformes applicables aux matériaux de construction avaient totalement exclu les matériaux traditionnels. Etant donné que les pauvres détenaient eux-mêmes la solution de leur problème de logement, les règlements devaient encourager l'utilisation de matériaux locaux immédiatement disponibles au lieu d'en entraver la large utilisation. Il fallait donner la priorité aux intérêts des deux tiers de la population qui, de par leur pauvreté, étaient effectivement exclus du processus de développement.

2. Il fallait s'occuper de plusieurs domaines critiques si l'on voulait réaliser les objectifs du plan d'action de l'Année internationale du logement des sans-abri en mettant notamment du terrain à la disposition des pauvres, en favorisant l'utilisation de matériaux locaux de construction, en fournissant du crédit et d'autres ressources fondamentales, en encourageant la participation locale et en veillant à une meilleure coordination des institutions qui s'occupent de la planification et de la gestion urbaines.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
